

Parisien

27.2.2002

# « 10 à 15 % des dépenses sont gaspillées »

**JACQUES MARSEILLE**, professeur d'histoire économique à la Sorbonne et auteur du « Grand Gaspillage » (1).

**Le budget de l'Etat pourrait-il être mieux géré ?**

■ **Jacques Marseille.** En 10 ans, le poids de nos dépenses publiques est passé de 49,5 % à 51,4 % de la richesse nationale, alors qu'il passait de 47,5 % à 44,2 %, en moyenne, chez nos voisins ! Près de 100 milliards d'euros (près de 655 milliards de francs), soit deux fois ce que rapporte l'impôt sur le revenu, pourraient être économisés, en gardant la même qualité de service public. Dans les ministères, les hôpitaux, les écoles, partout, les gabegies représentent entre 10 % et 15 % des dépenses. En France, un actif sur quatre travaille dans la fonction publique, contre 1 sur 6 ou 7 en Eur-

ope. Très nombreux, nos fonctionnaires sont surtout mal répartis sur le territoire.

**Faut-il une nouvelle répartition des personnels ?**

Prenez la carte des effectifs de la police : elle n'a pour ainsi dire pas évolué depuis... 1950 ! Il y a trop de policiers dans certaines villes calmes de province, et pas assez dans les endroits « chauds ». Ainsi, sur toute la France, 10 000 policiers sont affectés à l'informatique ou à la réparation des véhicules ! Prenez les hôpitaux. A Bicêtre (NDLR : Val-de-Marne), il n'y a aucune maternité, alors que cet établissement couvre un bassin de 300 000 personnes. En revanche, à Cochin-Saint-Vincent-de-Paul

(NDLR : Paris), on en compte quatre...

**Cela se ressent-il sur les soins ?**

En moyenne, on réalise deux interventions par jour et par salle d'opération dans le service public hospitalier. Les experts estiment qu'on pourrait fermer 50 000 des 600 000 lits, sans toucher à la qualité des soins. Au contraire : une maternité qui réalise trop peu d'accouchements peut être dangereuse pour ses patientes.

**Que pensez-vous de l'introduction d'une « culture de résultat » dans l'administration ?**

A quelques exceptions près, les notations individuelles n'ont aucun sens, puisqu'à moins

d'avoir trucidé quelqu'un, elles sont fatalement excellentes. Qu'un enseignant soit absent un jour sur deux ou toujours présent, ne change rien à son traitement. C'est insupportable. Le problème, c'est que les agents restent méfiants vis-à-vis d'une évaluation davantage liée au mérite. Pourtant, aucune réforme de l'Etat ne se fera sans eux. Il faudra les inciter au changement. Les enseignants en zone d'éducation prioritaire (ZEP) bénéficient de primes. Pourquoi ne pas généraliser ce système, en « primant » ceux qui acceptent la mobilité géographique ?

PROPOS RECUEILLIS  
PAR ODILE PUCHON  
(1) 19 €. Editions Plon, 280 p.